

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 05 octobre 2020**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>80</b>	<b>68</b>	<b>12</b>

N° de la séance : 31

Objet de la délibération: Direction  
Mobilité Déplacements Transports -  
Entretien du parking de covoiturage entre  
la RD6107-PR0 et la RD6007-PR17+500 au  
giratoire Pont de l'Aube - Convention  
avec le Département et la Commune de  
Vallauris

Original  
Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services  
  
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.197

Date de la convocation :  
**Le 29/09/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage **13 OCT. 2020**  
en date du

de la réception s/Préfecture  
en date du **14 OCT. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

L'an deux mil vingt et le 05 octobre à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes en session ordinaire du mois d'octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Dominique TRABAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Laurent CHARTIER, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Hassan EL JAZOULI, Marie OZENDA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, Alain BERNARD à Marika ROMAN

**ABSENTS :**

Marc MALFATTO, Alexis ARGENTI, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Françoise THOMEL, Marc BORIOSI, Isabelle GARCIA, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Delphine CAROSI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur OCCELLI,**

Le Département des Alpes-Maritimes va réaliser et mettre en service, à la demande de la commune de Vallauris, un parking de covoiturage entre la Route Départementale 6107- PR 0 et la Route Départementale 6007- PR 17+200 au giratoire Pont de l'Aube, pour quarante et une (41) places de véhicules légers (VL) dont deux (2) places pour personne à mobilité réduite (PMR), dix (10) places vélos et dix (10) places motos.

L'aménagement sera réalisé principalement sous maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre départementale.

Au titre de sa compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, avec, pour objectif de promouvoir l'intermodalité, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis soutient l'aménagement de ce parking de covoiturage au regard d'équipements éventuels pour véhicules électriques et selon les besoins avérés du maillage territorial Wiiiiz.

Les travaux consistent en :

- La création d'un parking de covoiturage par le Département,
- La mise en place de stationnement vélos (arceaux et/ou box) par le Département,
- La mise en œuvre de bornes de recharges pour véhicules électriques éventuelles par la CASA,
- La création de l'éclairage par la Commune (y compris massifs),
- La création des aménagements de gestion des eaux pluviales du parking par le Département (mesures compensatoires à l'imperméabilisation du site : noue et bassin paysagers, revêtements drainants),
- La mise en place de la signalisation horizontale et verticale par le Département,
- La mise en place de portique anti-intrusion par le Département,
- Les créations de zones végétales par le Département.

Un projet de convention tripartite a été établi entre le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la commune de Vallauris-Golfe Juan, et a pour objet de définir les modalités de répartition et de transfert de l'entretien du parking de covoiturage entre la RD 6107 - PR 0 et la RD 6007 - PR 17+500 au giratoire Pont de l'Aube, entre les parties.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver la convention tripartite conclue entre le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Commune de Vallauris, relative à l'entretien du parking de covoiturage entre la RD6107- PR 0 et la RD 6007- PR 17+200 au giratoire Pont de l'Aube, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver la convention tripartite conclue entre le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Commune de Vallauris, relative à l'entretien du parking de covoiturage entre la RD6107- PR 0 et la RD 6007- PR 17+200 au giratoire Pont de l'Aube, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention, et tout acte nécessaire à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 05 octobre 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

## CONVENTION

Entre le Département des Alpes-Maritimes, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Commune de Vallauris relative à l'entretien du parking de covoiturage  
Entre la RD 6107 - PR 0 et la RD 6007 - PR 17+500 au giratoire Pont de l'Aube

Le Département des Alpes-Maritimes,

Représenté par le Président du Département, Monsieur Charles Ange GINESY domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du

*désigné ci-après « le Département » ;*

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,

Représenté par son Président Monsieur Jean LEONETTI, domicilié en cette qualité au siège de la CASA, en Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 Antibes, et agissant conformément à la délibération du Conseil communautaire du

*désignée ci-après « la CASA » ;*

Et

La Commune de Vallauris,

Représentée par son Maire Monsieur Kévin LUCIANO, domiciliée en cette qualité à l'Hôtel de Ville, place Jacques Cavasse, 06220 Vallauris, et agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

*désignée ci-après « la Commune »*

*Ci après désignés ensemble « les parties »*

## PREAMBULE

Le Département des Alpes-Maritimes va réaliser et mettre en service, à la demande de la Commune de Vallauris, un parking de covoiturage entre la RD 6107 - PR 0 et la RD 6007 - PR 17+500 au giratoire Pont de l'Aube, pour 41 places de véhicules légers (VL) dont 2 places personne à mobilité réduite (PMR), 10 places vélos, 10 places motos.

Au titre de sa compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité avec pour objectif de promouvoir l'intermodalité, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis soutiendra l'aménagement de ce parking de covoiturage d'équipements pour véhicules électriques.

L'entretien des équipements reviendra à la Commune de Vallauris, sans contrepartie financière.

*Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :*

## Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de répartition et de transfert de l'entretien du parking de covoiturage entre la RD 6107 - PR 0 et la RD 6007 - PR 17+500 au giratoire Pont de l'Aube. Cet aménagement sera réalisé principalement sous maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre départementale.

## Article 2 : Description du projet

Les travaux consistent en :

- La création d'un parking de covoiturage par le Département.
- La mise en place de stationnement vélos (arceaux et/ou box) par le Département.
- La mise en œuvre de bornes de recharges pour véhicules électriques éventuelles par la CASA
- La création de l'éclairage par la Commune (y compris massifs).
- La création des aménagements de gestion des eaux pluviales du parking par le Département (mesures compensatoires à l'imperméabilisation du site : noue et bassin paysagers, revêtements drainants,...).
- La mise en place de la signalisation horizontale et verticale par le Département.
- La mise en place de portique anti-intrusion par le Département.
- La création de zones végétales par le Département.

Le plan du projet est joint en annexe.

## Article 3 : Transfert de l'entretien ultérieur des ouvrages

### Ouvrages dont la propriété relève du Département :

- Le parking de covoiturage et les terres pleins.
- Le réseau d'assainissement destiné à recueillir les eaux pluviales du parking.
- La signalisation verticale et horizontale.
- Le portique anti-intrusion.
- Les zones végétales.
- Les stationnements vélos (arceaux et/ou box).
- Les zones végétales.

### Ouvrages dont la propriété, l'entretien et la maintenance relèvent de la CASA :

- Les bornes de recharges pour véhicules électriques éventuelles.

### Ouvrages dont la propriété, l'entretien et la maintenance relèvent de la Commune de Vallauris :

- Le réseau d'éclairage public créé (génie civil et candélabres) dans l'emprise du projet.

### Ouvrages dont l'entretien (y compris nettoyage) et les réparations appartiennent ou sont transférés à la Commune :

- Le parking de covoiturage et les terres pleins.
- Les stationnements vélos (arceaux et/ou box).
- Les aménagements de gestion des eaux pluviales destinés à recueillir les eaux pluviales et à compenser l'imperméabilisation du parking.
- La signalisation horizontale et verticale.
- Le portique anti-intrusion.
- Les zones végétales.

En raison de l'intérêt commun aux trois parties, ces transferts de propriété, d'entretien et de maintenance sont effectués sans contrepartie financière.

Aussi à compter de l'entrée en vigueur de la convention la Commune et la CASA assumeront l'entretien et les charges y afférant (les frais de consommations d'électricité et d'eau...), pour les ouvrages dont :

- elle est propriétaire notamment le nettoyage, les réparations et renouvellements ultérieurs ;
- l'entretien et la maintenance lui sont transférés y compris le nettoyage et les petites réparations.

## Article 4 : Missions et obligations de la CASA et de la Commune

Le projet décrit à l'article 2 est assuré par le Département, la CASA et la Commune selon la répartition indiquée. Les aménagements décrits aux articles 2 et 3 sont entretenus par la Commune ou la CASA dans les règles de l'art, conformément aux prescriptions en vigueur relatives à la sécurité et la salubrité publique. D'une manière générale la

Commune ou la CASA prendra toute mesure propre à assurer le maintien en bon état de conservation du domaine public départemental.

#### Article 5 : Responsabilité

La Commune ou la CASA assurera toutes les responsabilités à l'égard du Département, des tiers et usagers découlant de leur propriété et du transfert d'entretien qu'elle accepte de prendre en charge aux termes de la présente convention. Elle pourra, sous leur responsabilité, sous-traiter à une entreprise privée tout ou partie des prestations qui sont prévues. Sauf absence d'entretien courant relevant de leur fait, la commune de Vallauris et la CASA n'auront pas à répondre d'éventuels problèmes liés aux ruissellements du parking vis-à-vis des fonds inférieurs, ni à mettre en œuvre des dispositifs de gestion des eaux pluviales complémentaires pour y pallier.

#### Article 6 : Résiliation

En cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention, les contractants se réservent le droit de procéder à la résiliation pour faute de la convention.

La résiliation pourra s'effectuer à tout moment à la demande de l'une des parties après dépôt d'un préavis de trois mois adressé aux autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le constat contradictoire fait l'objet d'un procès-verbal qui précise les mesures conservatoires que la Commune doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations et travaux exécutés.

#### Article 7 : Durée

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur après signature et notification par le Département.

Elles demeurent valables tant qu'aucune des parties n'y met fin. S'agissant des équipements et aménagements transférés en propriété et en entretien et maintenance, la durée de la convention est limitée à la durée de vie de ces équipements et aménagements.

#### Article 8 : Litiges

Tout litige né de la formation, de l'interprétation, de l'exécution de la présente convention sera porté, à défaut d'accord amiable, devant les juridictions administratives compétentes.

#### Article 9 : Confidentialité et protection des données à caractère personnel

##### 9.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;

ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;

ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;

prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;

ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 9.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :

Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 et, notamment, les formalités déclaratives auprès de la CNIL, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention). Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention) Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données. Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement Le signataire de la convention (qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant), déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ;

## 9.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

*Cette convention, qui ne donne pas lieu à des frais d'enregistrement, a été établie en trois exemplaires originaux.*

Fait à Nice, le

*Pour le Département des Alpes-Maritimes,  
(nom + cachet)*

*Pour la Communauté d'Agglomération Sophia  
Antipolis,  
(nom + cachet)*

*Pour la Commune de Vallauris,  
(nom + cachet)*

## ANNEXE 1

### A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le partenaire qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le partenaire, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au partenaire, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité. Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'utilisateur et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.

A cet égard, le partenaire dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;
- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;
- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le partenaire, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;
- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;
- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;
- Le partenaire s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

#### Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le partenaire fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation d'une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes

#### Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le partenaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité

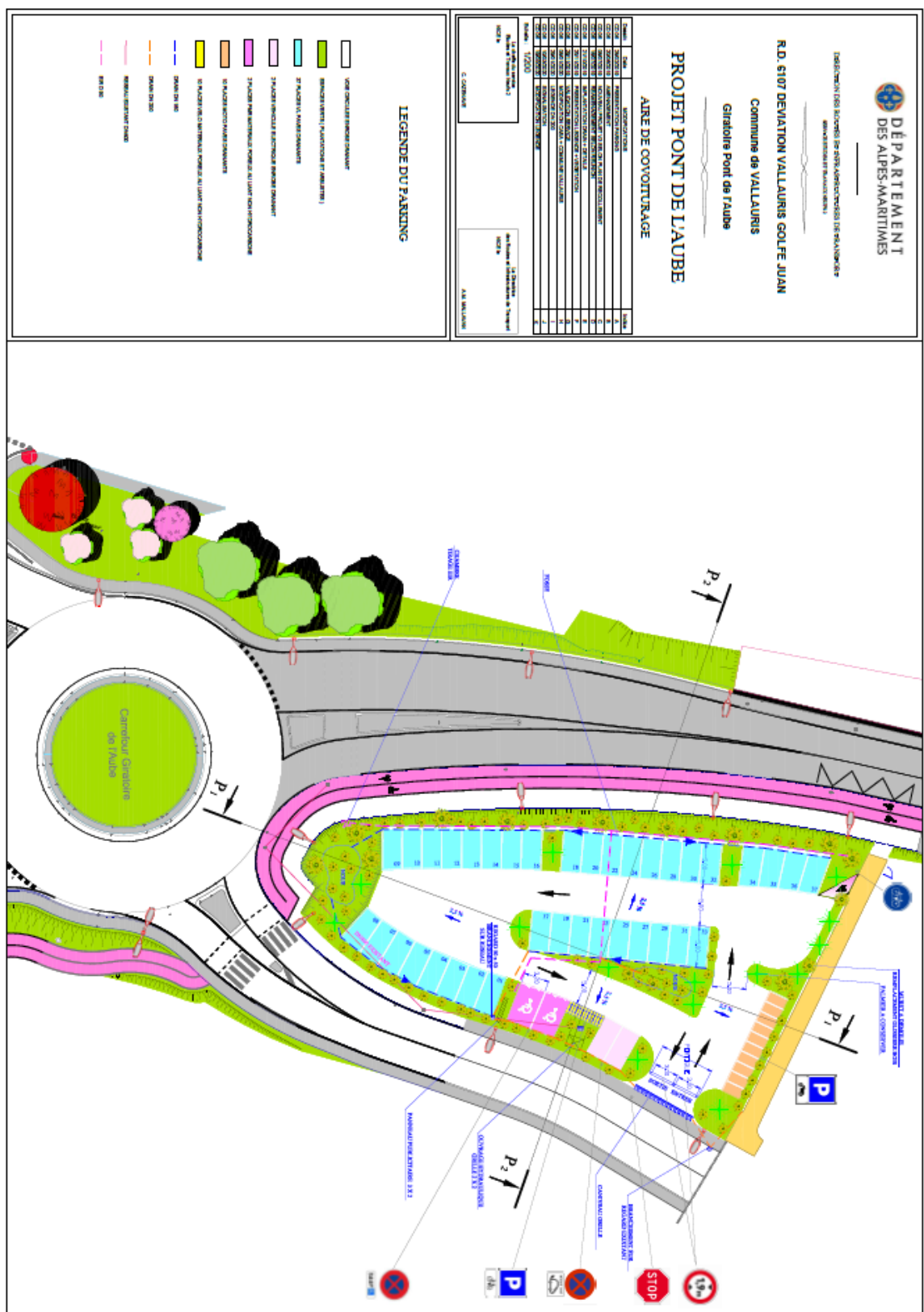


ayant des conséquences directe ou indirecte sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le partenaire documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le partenaire met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 05/10/2020  
Numéro : CC\_2020\_197  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Entretien du parking de covoiturage entre la RD6107-PR0 et la RD6007-PR17+500 au giratoire Pont de l'Aube - Convention avec le Département et la Commune de Vallauris  
Matière : 8.7 - Transports  
**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : twrNWpQ

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 14/10/2020  
Identifiant : 006-240600585-20201005-CC\_2020\_197-DE

**Acte reçu**

Date : 05/10/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_197  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 7  
Objet : Entretien du parking de covoiturage entre la RD6107-PR0 et la RD6007-PR17+500 au giratoire Pont de l'Aube - Convention avec le Département et la Commune de Vallauris  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20201005-CC\_2020\_197-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_SE-006-240600585-20201005-CC\_2020\_197-DE-1-1\_2.PDF

N